

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30625]

15 JUILLET 2017. — Arrêté 2017/965 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission Communautaire Française,

Vu l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, l'article 2, § 6, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'article 2bis, § 5, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'article 3 § 1^{er} et § 2, l'article 5, alinéas 5 et 6, inséré par le décret du 27 mars 2014 ;

Vu l'avis du Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises, rendu le 2 août 2016 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office francophone de la Formation en Alternance, rendu le 2 août 2016 ;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale, rendu le 5 septembre 2016 ;

Considérant que le Gouvernement francophone bruxellois entend en ce qui concerne les articles 3, 4, 5 et 6 § 4, du présent arrêté, utiliser, conformément à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, son pouvoir général d'exécution permettant de fonder, en ce qui concerne le présent projet le pouvoir d'adopter les dispositions relatives à ce qui suit :

1° la commission d'agrément et de médiation ;

2° le coach sectoriel ;

3° le fait pour les jeunes de poursuivre leur formation auprès de l'I.F.A.P.M.E. ou du S.F.P.M.E. alors qu'ils l'ont débutée dans l'Enseignement et réciproquement ;

Considérant que le Gouvernement francophone bruxellois, conformément à 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 entend utiliser son pouvoir général d'exécution afin de pallier les absences de base légale de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 précité ;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement Wallon entendent également, s'agissant d'un arrêté conjoint utiliser leur pouvoir général d'exécution ;

Considérant que les dispositions de mise en œuvre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance doivent impérativement entrer en vigueur au début de l'année de formation 2016-2017 ;

Qu'il convient de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} septembre 2016 ;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des entreprises et des opérateurs de formation ayant introduit une demande à partir du 1^{er} septembre 2016, en conférant une base légale à leur demande ;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir 1^{er} septembre 2016 jusqu'à l'adoption des arrêtés du concomitants devraient être réintroduites ;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie ;

Vu l'avis 59.959/2-2V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis 60.691/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions introductives et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 : l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

2° le Ministre : le Ministre qui a la Formation dans ses attributions ou le Membre du Collège qui a la formation professionnelle dans ses attributions ;

3° l'O.F.F.A. : l'Office francophone de la Formation en Alternance visé à l'article 4 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 ;

4° l'opérateur de formation en alternance, soit :

a) un centre d'éducation et de formation en alternance, en abrégé C.E.F.A., visé par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance et tout établissement de l'enseignement de promotion sociale dont ceux coopérant avec les C.E.F.A. ;

b) l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, en abrégé I.F.A.P.M.E., visé à l'article 1^{er}, § 1^{er} 2°, b), de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 ;

c) le S.F.P.M.E. : le Service formation petites et moyennes entreprises créées au sein des services du Collège de la Commission communautaire française ;

5° le tuteur : le tuteur visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 ;

6° l'apprenant : le jeune visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, ayant conclu un contrat d'alternance ;

7° le contrat d'alternance : le contrat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 ;

8° l'Administration : la Direction des Politiques transversales Région-Communauté du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ou l'équivalent au sein des services de l'Administration de la Commission communautaire française ;

9° l'année de formation : la période qui débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août ;

10° le fonds de formation sectoriel : l'association sans but lucratif de formation créée par – ou en lien avec – au moins un fonds de sécurité et d'existence visé par la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence ;

11° le coach sectoriel : le coach engagé par un fonds de formation sectoriel qui a au minimum dix ans d'ancienneté dans le secteur ou un des secteurs concernés et qui, pour autant qu'il soit mandaté par le ou les secteurs concernés et reconnu par le Ministre, est amené :

a) dans le cadre de la procédure d'agrément des entreprises, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à instruire les demandes d'agrément des entreprises via au minimum une visite sur place, à remettre un avis sur l'agrément des entreprises et à participer à la commission d'agrément et de médiation, constituée au sein de l'O.F.F.A. ;

b) dans le cadre de la procédure de suspension d'agrément et de la procédure de retrait d'agrément, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à remettre un avis sur la suspension d'agrément ou le retrait d'agrément et à participer à la commission d'agrément et de médiation visée au point a) ci-avant ;

c) dans le cadre du soutien aux entreprises partenaires de la formation en alternance, à rencontrer, d'initiative ou sur demande de l'opérateur de formation ou de l'O.F.F.A., les entreprises ainsi que, le cas échéant, le tuteur, pour une mission de conseil ;

d) dans le cadre de la promotion de la formation en alternance, à sensibiliser les entreprises dans le ou les secteurs qu'il couvre à la conclusion de nouveaux contrats d'alternance ;

12° le représentant sectoriel : la personne de référence pour un ou plusieurs secteurs en région de Bruxelles-Capitale, pour autant qu'il soit mandaté par le ou les secteurs après en avoir informé le Ministre, ou après avoir été reconnu par celui-ci est amené ;

a) dans le cadre de la procédure d'agrément des entreprises, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à instruire les demandes d'agrément des entreprises via au minimum une visite sur place, à remettre un avis sur l'agrément des entreprises et à participer à la commission d'agrément et de médiation, constituée au sein de l'O.F.F.A. ;

b) dans le cadre de la procédure de suspension d'agrément et de la procédure de retrait d'agrément, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à remettre un avis sur la suspension d'agrément ou le retrait d'agrément et à participer à la commission d'agrément et de médiation visée au point a) ci-avant ;

c) dans le cadre du soutien aux entreprises partenaires de la formation en alternance, à rencontrer, d'initiative ou sur demande de l'opérateur de formation ou de l'O.F.F.A., les entreprises ainsi que, le cas échéant, le tuteur, pour une mission de conseil ;

d) dans le cadre de la promotion de la formation en alternance, à sensibiliser les entreprises dans le ou les secteurs qu'il couvre à la conclusion de nouveaux contrats d'alternance.

CHAPITRE 2. — *La procédure d'agrément des entreprises*

Art. 3. Au sein de l'O.F.F.A., la commission d'agrément et de médiation, ci-après dénommée « la commission », est composée de :

1° cinq représentants du conseil d'administration de l'O.F.F.A. dont deux représentants des partenaires sociaux, un représentant de l'enseignement en alternance, un représentant de la formation en alternance relevant de la Commission communautaire française et un représentant de la formation en alternance relevant de la Région wallonne ;

2° un représentant de l'opérateur de formation en alternance concerné par le ou les dossiers à l'ordre du jour de la commission ;

3° le cas échéant, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel concerné par le ou les dossiers à l'ordre du jour de la commission ;

4° d'un représentant désigné par l'O.F.F.A. qui assure le secrétariat de la commission ;

5° d'un représentant désigné par l'Administration.

Un suppléant est désigné pour chaque représentant effectif.

Ces mandats sont accordés pour une durée renouvelable de deux ans.

Un des représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, assure la présidence de la commission.

Les représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, ont une voix délibérative.

La composition de la commission est publiée sur le site de l'O.F.F.A.

La commission a pour missions :

1° d'organiser, conformément à l'article 5, alinéa 2, 15°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, une procédure de médiation à la demande de l'entreprise en ce qui concerne l'octroi, la suspension ou le retrait d'agrément et à la demande de l'opérateur de formation en alternance concernant toute problématique liée à l'exécution du contrat d'alternance ;

2° de prendre une décision, sur demande de l'opérateur de formation, en cas d'avis divergent entre l'opérateur de formation et le coach sectoriel ou le représentant sectoriel conformément aux articles 4, § 3, et 5, § 2 ;

3° de proposer, au conseil d'administration de l'O.F.F.A., une décision en cas de contestation d'une entreprise quant à une décision soit autre que pédagogique soit liée à l'agrément, la suspension d'agrément ou le retrait d'agrément, prise par un opérateur de formation ou par l'O.F.F.A. ;

4° de proposer, au conseil d'administration de l'O.F.F.A., une décision en cas de contestation d'un apprenant quant à une décision autre que d'ordre pédagogique ;

5° de remettre, d'initiative ou sur demande du Ministre ou de l'O.F.F.A., au conseil d'administration de l'O.F.F.A. qui les transmettra aux Gouvernements et au Collège, des propositions d'optimisation des procédures d'agrément, de retrait d'agrément ou de suspension d'agrément des entreprises ;

6° de présenter annuellement au conseil d'administration de l'O.F.F.A. qui le transmettra aux Gouvernements et au Collège, un rapport analytique des dossiers qu'elle a traités durant l'année de formation.

Les demandes visées à l'alinéa 4, 1° à 4° ; sont adressées par écrit à l'O.F.F.A.

La commission se réunit sur proposition du fonctionnaire dirigeant de l'O.F.F.A. ou à la demande d'un opérateur de formation en alternance, lesquels soumettent, en même temps que la proposition ou demande de réunion, un dossier explicitant l'objet à débattre en commission. La commission se réunit et prend une décision dans les trente jours de la demande de réunion introduite par l'opérateur de formation en alternance.

Dans les trois mois de sa constitution, la commission adopte son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le Conseil d'Administration de l'O.F.F.A.

Art. 4. § 1^{er}. Dans les trente jours à dater de l'introduction, par l'entreprise, de sa demande d'agrément, l'opérateur de formation en alternance octroie l'agrément après vérification du respect des conditions d'agrément visées à l'article 2bis, § 2, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008. L'opérateur de formation peut s'appuyer, le cas échéant, sur l'avis d'un coach sectoriel mandaté par le ou les secteurs concernés ou d'un représentant sectoriel.

Les noms et coordonnées des coaches sectoriels ou des représentants sectoriels mandatés par un ou des secteurs sont publiés sur le site de l'OFFA et de l'Administration en regard du secteur ou des secteurs qu'ils représentent et du territoire pour lequel ils sont compétents.

Lorsque le coach sectoriel ou le représentant sectoriel concerné par la demande d'agrément d'une entreprise est mandaté par un ou des secteurs et reconnu par le Ministre, l'opérateur de formation lui adresse systématiquement la demande d'agrément dans les huit jours à dater de l'introduction de celle-ci, par l'entreprise, et octroie un agrément provisoire à l'entreprise qui déclare sur l'honneur répondre aux conditions d'agrément.

Le coach sectoriel ou le représentant sectoriel accuse réception de la demande qui lui est adressée par l'opérateur de formation, dans les huit jours de sa réception.

Dans les trente jours à dater de la demande de l'opérateur de formation en alternance, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel instruit la demande d'agrément de l'entreprise et, à cette fin, il :

1° effectue une visite de l'entreprise concernée afin de vérifier si elle satisfait aux conditions d'agrément visées à l'article 2bis, § 2, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 ;

2° rencontre le responsable de l'entreprise ou la personne mandatée pour représenter l'entreprise ainsi que le tuteur désigné pour encadrer le ou les futurs apprenants ;

3° transmet simultanément à l'opérateur de formation en alternance et à l'O.F.F.A. son rapport de visite comprenant son avis et toute information nécessaire pour permettre à l'opérateur de formation en alternance d'octroyer, confirmer ou retirer l'agrément à l'entreprise.

Si l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel et celui de l'opérateur de formation en alternance convergent, l'opérateur de formation en alternance informe dans les quinze jours de la réception de cet avis, l'O.F.F.A. et le coach sectoriel ou le représentant sectoriel, en même temps que l'entreprise, de la décision prise.

§ 2. Dans le cadre de sa mission de promotion de la formation en alternance, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel peut instruire d'initiative la demande d'agrément d'une entreprise et communiquer à l'O.F.F.A. son avis relatif à cette demande d'agrément. L'agrément est octroyé par le premier opérateur de formation en alternance par l'intermédiaire duquel un contrat d'alternance est conclu.

§ 3. Pour instruire d'initiative ou à la demande d'un opérateur de formation, la demande d'agrément d'une entreprise, le coach sectoriel et le représentant sectoriel utilisent un questionnaire et un rapport de visite dont les modèles sont fixés par l'O.F.F.A.

§ 4. Dans le cadre des procédures visées aux paragraphes 1^{er} et 2, si l'opérateur de formation en alternance ne partage pas l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel, il transmet, dans les quinze jours de la réception de cet avis, pour décision, à la commission, toutes les informations utiles en lien avec la demande d'agrément.

Dans les trente jours à dater de sa saisine, la commission prend une décision et communique celle-ci à l'O.F.F.A.

L'O.F.F.A. notifie, dans les huit jours de la réception de la décision, les décisions de la commission, et les motifs qui sous-tendent celles-ci, aux entreprises et opérateurs de formation en alternance concernés, en indiquant, le cas échéant, dans les notifications adressées aux entreprises, les références des opérateurs de formation en alternance concernés par les dossiers traités par la commission.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, si les conditions d'agrément de l'entreprise n'ont pu être vérifiées dans les trente jours de l'introduction de la demande d'agrément par l'entreprise, l'opérateur octroie un agrément provisoire à l'entreprise qui déclare sur l'honneur répondre à ces conditions, et dispose de soixante jours complémentaires pour octroyer un agrément définitif sur la base d'une vérification du respect de ces conditions via une visite in situ.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, si le coach sectoriel ou le représentant sectoriel n'a pas instruit, dans les trente jours de sa transmission, la demande d'agrément adressée par l'opérateur de formation en alternance, celui-ci peut se substituer au coach sectoriel ou au représentant sectoriel pour la procédure d'agrément.

Art. 5. § 1^{er}. L'opérateur de formation en alternance peut, sur la base de constats objectifs et après avoir entendu le ou les représentants de l'entreprise, suspendre ou retirer l'agrément à une entreprise si au moins une des conditions d'agrément n'est plus remplie ou si l'entreprise n'est pas, de manière constante, en mesure de remplir ses obligations précisées dans le contrat d'alternance.

Si l'entreprise concernée relève d'un secteur qui a mandaté un coach sectoriel ou un représentant sectoriel, ces derniers, s'ils sont reconnus par le Ministre, sont systématiquement associés, par l'opérateur de formation, à la procédure de suspension ou de retrait de l'agrément.

L'opérateur de formation en alternance informe l'O.F.F.A. et, le cas échéant, le coach sectoriel et le représentant sectoriel concernés, en même temps que l'entreprise, de la décision prise.

§ 2. D'initiative ou dans un délai maximum de vingt jours à dater de la demande de l'opérateur de formation en alternance, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel peut se rendre dans une entreprise d'un des secteurs par lequel il est mandaté et, sur la base de constats objectifs, remettre à l'opérateur ou aux opérateurs de formation en alternance concernés ainsi qu'à l'O.F.F.A. un avis de suspension d'agrément ou un avis de retrait d'agrément et ce, si au moins une des conditions d'agrément n'est plus remplie ou si l'entreprise n'est pas, de manière constante, en mesure de remplir ses obligations précisées dans le contrat d'alternance.

Sur la base de l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel et de toute autre information utile, l'opérateur de formation en alternance décide, après avoir entendu le ou les représentants de l'entreprise, de maintenir, suspendre ou retirer à celle-ci son agrément, selon la gravité des manquements. Le coach sectoriel ou le représentant sectoriel concerné participe à l'audition de l'entreprise.

Si l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel et celui de l'opérateur de formation en alternance convergent, l'opérateur de formation en alternance informe l'O.F.F.A. et le coach sectoriel ou le représentant sectoriel, en même temps que l'entreprise, de la décision prise.

Si la demande de suspendre ou de retirer l'agrément d'une entreprise est formulée par un autre opérateur de formation en alternance qui collabore au même moment, ou est sur le point de collaborer, avec l'entreprise concernée, l'opérateur de formation en alternance associe l'autre opérateur de formation en alternance concerné à la procédure.

Le ou les opérateurs de formation en alternance ne peuvent suspendre l'agrément pour une durée qui excède cent quatre-vingts jours. Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas satisfait aux conditions visées dans la décision de suspension, le ou les opérateurs de formation en alternance concernés retirent l'agrément de l'entreprise et informent cette dernière de la décision après en avoir informé l'O.F.F.A. et, le cas échéant, le coach sectoriel ou le représentant sectoriel concernés.

§ 3. Dans le cadre de la procédure visée aux paragraphes 1 et 2, si l'opérateur de formation en alternance ne partage pas l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel mandaté par le secteur concerné et reconnu par le Ministre ou si deux opérateurs ont des avis divergents, le ou les opérateurs transmettent, dans les quinze jours de la réception de l'avis du coach sectoriel ou du représentant sectoriel ou dans les quinze jours de la formulation des avis divergents, pour décision, à la commission, toutes les informations utiles en lien avec la demande de suspension d'agrément ou de retrait d'agrément.

Dans les trente jours à dater de sa saisine, la commission d'agrément prend une décision et communique celle-ci à l'O.F.F.A. La commission peut, pour prendre cette décision, décider d'entendre à nouveau l'entreprise concernée.

L'O.F.F.A. notifie les décisions de la commission, et les motifs qui sous-tendent celles-ci, aux entreprises et opérateurs de formation en alternance concernés, en indiquant, le cas échéant, dans les notifications adressées aux entreprises les références des opérateurs de formation en alternance concernés par les dossiers traités par la commission.

§ 4. Lors de toute audition, le ou les représentants de l'entreprise sont informés au moins vingt jours avant l'audition de :

- 1° la date de l'audition et des raisons qui la motivent ;
- 2° la possibilité que le ou les représentants de l'entreprise soient représentés par un mandataire ;
- 3° la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Les délais prévus aux paragraphes 2 à 4 peuvent être précisés ou modifiés par l'O.F.F.A. en fonction de la gravité des manquements constatés.

Si l'entreprise ne souhaite pas être auditionnée, elle peut faire valoir ses moyens par écrit à l'attention de l'opérateur de formation en alternance concerné.

CHAPITRE 3. — Certification

Art. 6. L'apprenant qui réussit sa formation en alternance auprès de l'I.F.A.P.M.E. ou du S.F.P.M.E. obtient, après avoir acquis les compétences identifiées aux niveaux a, b et c de son plan de formation, un certificat d'apprentissage, un certificat de qualification CQ6 ou CQ7, un certificat de qualification spécifique, un titre équivalent ou un certificat équivalent.

Dans un objectif de simplification, d'automatisme et de complémentarité entre opérateurs, si ce certificat d'apprentissage, ce certificat de qualification spécifique ou ce titre équivalent est délivré sur la base d'un profil de formation établi par le S.F.M.Q. ou la C.C.P.Q, le Gouvernement de la Communauté française définit les modalités selon lesquelles ces titres peuvent être déclarés équivalents au certificat de qualification de l'enseignement secondaire de plein exercice accompagné du certificat d'études de 6ème année de l'enseignement secondaire professionnel.

Les apprenants qui ne peuvent pas valoriser un certificat d'études de 6ème année de l'Enseignement secondaire professionnel selon les modalités définies à l'alinéa 2 pourront présenter les épreuves menant à l'obtention de ce certificat d'études via le jury de la Communauté française.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 7. Les délais visés par le présent arrêté sont calculés en jours calendrier. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2016.

Art. 9. Le Ministre qui a la Formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 2017.

Pour le collège de la Commission Communautaire française :

La Ministre-Présidente,
F. LAANAN

Le Ministre de la Formation Professionnelle,
D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/30625]

15 JUNI 2017. — Besluit 2017/965 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, afgesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 betreffende de alternerende opleiding, afgesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 2, § 6, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, artikel 2bis, § 5, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, artikel 3, § 1 en § 2, artikel 5, leden 5 en 6, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014;

Gelet op het advies van de Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises (Dienst opleiding van kleine en middelgrote ondernemingen), uitgebracht op 2 augustus 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Office francophone de la Formation en Alternance (Franstalige dienst voor alternerend leren), uitgebracht op 2 augustus 2016;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uitgebracht op 5 september 2016;

Overwegende dat de Franstalige Brusselse Regering, wat de artikelen 3, 4, 5 en 6, § 4 van dit besluit betreft, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, haar algemene uitvoeringsbevoegdheid wil gebruiken om de bevoegdheid in te voeren om, wat dit ontwerp betreft, de bepalingen met betrekking tot wat volgt, goed te keuren:

1° de erkennings- en bemiddelingscommissie;

2° de sectorale coach;

3° het feit dat de jongeren hun opleiding bij het I.F.A.P.M.E. of de S.F.P.M.E. kunnen voortzetten, terwijl ze in het Onderwijs begonnen zijn en omgekeerd;

Overwegende dat de Franstalige Brusselse Regering, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, haar algemene uitvoeringsbevoegdheid wil gebruiken om het ontbreken van een rechtsgrondslag voor het bovengenoemde kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 weg te werken;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering eveneens, aangezien het een gezamenlijk besluit betreft, hun algemene uitvoeringsbevoegdheid willen gebruiken;

Overwegende dat de bepalingen ter uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende het alternerend leren imperatief in werking moeten treden bij het begin van het opleidingsjaar 2016-2017;

Dat dit besluit met terugwerkende kracht op 1 september 2016 in werking moet treden;

Dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen toegelaten is vanaf het ogenblik dat zij vereist is voor de continuïteit van de openbare dienst en voor de regularisering van een rechts- of feitelijke toestand, voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten geëerbiedigd worden;

Dat de aanneming ten dezen van een besluit met terugwerkende kracht als gevolg zal hebben dat de rechtszekerheid versterkt zal worden ten gunste van de ondernemingen en de opleidingsverstrekkers die vanaf 1 september 2016 een aanvraag hebben ingediend, waarbij ze een rechtsbasis aan hun aanvraag hebben verstrekt;

Dat bij gebrek aan zo'n rechtsbasis, er reden zou zijn om aan te nemen dat alle aanvragen ingediend vanaf 1 september 2016 tot de aanneming van de samenvallende besluiten opnieuw ingediend zouden moeten worden;

Dat de terugwerkende kracht bijgevolg in het voordeel van de belanghebbenden is en, in die zin, verantwoord is;

Gelet op advies 59.959/2-2V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2016 overeenkomstig artikel 84, § 1, 1ste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 60.691/2 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2017 overeenkomstig artikel 84, § 1, 1ste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de minister van Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen en definities*

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008: het kaderakkoord tot samenwerking betreffende het alternerend leren, afgesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de minister: de minister die bevoegd is voor Beroepsopleiding of het lid van het College dat bevoegd is voor Beroepsopleiding;

3° de O.F.F.A.: de Office francophone de la Formation en Alternance (Franstalige dienst voor alternerend leren) bedoeld in artikel 4 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

4° de operator in de alternerende opleiding, ofwel:

a) de "centres d'éducation et de formation en alternance" (C.E.F.A.) (Centra voor alternerend onderwijs en alternerende opleiding) bedoeld in het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en alle inrichtingen voor sociale promotie, waaronder degene die samenwerken met de C.E.F.A.;

b) het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (I.F.A.P.M.E.) (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, b) van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

c) de "Service formation petites et moyennes entreprises" (S.F.P.M.E.), opgericht binnen de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

5° de mentor: de mentor bedoeld in artikel 1, § 1, 6° van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

6° de leerling: de jongere bedoeld in artikel 1, § 1, 3° van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008, die een alternerende overeenkomst heeft gesloten;

7° de alternerende overeenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 1, § 1, 7° van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

8° het Bestuur: de Directie transversaal beleid Gewest-Gemeenschap van het departement Tewerkstelling en Beroepsopleiding van de algemene operationele directie Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de overheidsdienst van Wallonië of het equivalent binnen de diensten van het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie;

9° het opleidingsjaar: de periode die begint op 1 september en eindigt op 31 augustus;

10° het sectorale opleidingsfonds: de opleidingsvereniging zonder winstoogmerk opgericht door – of gelinkt aan – minstens één fonds voor bestaanszekerheid bedoeld in de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid;

11° de sectorale coach: de coach die door een sectoraal opleidingsfonds in dienst werd genomen, die minstens 10 jaar anciënniteit in de sector of in een van de betrokken sectoren heeft, en die, voor zover hij gemachtigd werd door de betrokken sector(en) en door de minister erkend werd, kan belast worden met de volgende opdrachten:

a) in het kader van de erkenningsprocedure van de ondernemingen, op initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsverstrekker, de erkenningsaanvragen van de ondernemingen via minstens één bezoek ter plaatse onderzoeken; een advies uitbrengen over de erkenning van de ondernemingen en deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie opgericht binnen de O.F.F.A.;

b) in het kader van de procedure voor de opschorting van de erkenning en de procedure voor de intrekking van de erkenning, op initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsverstrekker, een advies uitbrengen over de opschorting of de intrekking van de erkenning en deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie bedoeld in punt a) hierboven;

c) in het kader van de steun aan de partnerondernemingen voor de alternerende opleiding, op initiatief of op verzoek van de opleidingsverstrekker of de O.F.F.A., de ondernemingen alsook, in voorkomend geval, de mentor, voor advies ontmoeten;

d) in het kader van de bevordering van de alternerende opleiding, de ondernemingen sensibiliseren in de door hem gedekte sector(en) voor het sluiten van nieuwe alternerende overeenkomsten;

12° de sectorale vertegenwoordiger: de referentiepersoon voor één sector of meerdere sectoren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover hij gemachtigd werd door de betrokken sector(en) nadat hij de minister ervan op de hoogte had gebracht, of nadat hij door hem erkend werd, kan belast worden met de volgende opdrachten:

a) in het kader van de erkenningsprocedure van de ondernemingen, op initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsverstrekker, de erkenningsaanvragen van de ondernemingen via minstens één bezoek ter plaatse onderzoeken; een advies uitbrengen over de erkenning van de ondernemingen en deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie opgericht binnen de O.F.F.A.;

b) in het kader van de procedure voor de opschorting van de erkenning en van de procedure voor de intrekking van de erkenning, op initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsverstrekker, een advies uitbrengen over de opschorting van de erkenning of de intrekking van de erkenning en deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie bedoeld in punt a) hierboven;

c) in het kader van de steun aan de partnerondernemingen voor de alternerende opleiding, op initiatief of op verzoek van de opleidingsverstrekker of de O.F.F.A., de ondernemingen alsook, in voorkomend geval, de mentor, voor advies ontmoeten;

d) in het kader van de bevordering van de alternerende opleiding, de ondernemingen sensibiliseren in de door hem gedekte sector(en) voor het sluiten van nieuwe alternerende overeenkomsten.

HOOFDSTUK 2. — *De erkenningsprocedure voor ondernemingen*

Art. 3. Binnen de O.F.F.A. is de erkennings- en bemiddelingscommissie, hierna “de commissie” genoemd, samengesteld uit:

1° vijf vertegenwoordigers van de raad van bestuur van de O.F.F.A., van wie twee vertegenwoordigers van de sociale partners, een vertegenwoordiger van het alternerend onderwijs, een vertegenwoordiger van de alternerende opleiding die afhangt van de Franse Gemeenschapscommissie, en een vertegenwoordiger van de alternerende opleiding die afhangt van het Waalse Gewest;

2° een vertegenwoordiger van de verstrekker van alternerende opleidingen betrokken bij het dossier of de dossiers op de agenda van de commissie;

3° in voorkomend geval, de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger betrokken bij het dossier of de dossiers op de agenda van de commissie;

4° een door de O.F.F.A. aangeduide vertegenwoordiger die het secretariaat van de commissie verzekert;

5° een door het Bestuur aangeduide vertegenwoordiger.

Voor elke effectieve vertegenwoordiger wordt een plaatsvervanger aangeduid.

Deze mandaten worden toegekend voor een hernieuwbare periode van twee jaar.

Een van de vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 1° verzekert het voorzitterschap van de commissie.

De vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 1° zijn stemgerechtigd.

De samenstelling van de commissie wordt gepubliceerd op de website van de O.F.F.A.

De commissie heeft de volgende opdrachten:

1° overeenkomstig artikel 5, 2de lid, 15° van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 een bemiddelingsprocedure organiseren op vraag van de onderneming in verband met de toekenning, de opschorting of de intrekking van de erkenning en op vraag van de verstrekker van alternerende opleidingen met betrekking tot ieder probleem dat verband houdt met de uitvoering van de overeenkomst alternerend leren;

2° op vraag van de opleidingsverstrekker, in geval van een uiteenlopend advies van de opleidingsverstrekker en de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger, een beslissing nemen overeenkomstig de artikelen 4, § 3 en 5, § 2;

3° aan de raad van bestuur van de O.F.F.A. een beslissing voorstellen in geval van betwisting door een onderneming van een beslissing die niet van pedagogische aard is of verband houdt met de erkenning, de opschorting van de erkenning of de intrekking van de erkenning, genomen door een opleidingsverstrekker of door de O.F.F.A.;

4° aan de raad van bestuur van de O.F.F.A. een beslissing voorstellen in geval van een betwisting door een leerling van een beslissing die niet van pedagogische aard is;

5° voorstellen tot optimalisering van de procedures voor de erkenning, de intrekking van de erkenning of de opschorting van de erkenning van de ondernemingen, indienen, op initiatief of op vraag van de minister of van de O.F.F.A., aan de raad van bestuur van de O.F.F.A. die deze zal overmaken aan de Regeringen en aan het College;

6° jaarlijks een analyserapport van de dossiers die ze tijdens het opleidingsjaar behandeld heeft, voorstellen aan de raad van bestuur van de O.F.F.A., die het zal overmaken aan de Regeringen en aan het College.

De aanvragen bedoeld in het 4de lid, 1° tot 4° worden schriftelijk aan de O.F.F.A. gericht.

De commissie komt bijeen op voorstel van de leidend ambtenaar van de O.F.F.A. of op vraag van een verstrekker van alternerende opleidingen die samen met het voorstel of de vraag tot bijeenkomst een dossier waarin het in de commissie te bespreken onderwerp toegelicht wordt, voorlegt. De commissie komt bijeen en neemt binnen de dertig dagen een beslissing over het verzoek tot bijeenkomst ingediend door een verstrekker van alternerende opleidingen.

Binnen de drie maanden na de oprichting van de commissie hecht zij haar goedkeuring aan een huishoudelijk reglement dat goedgekeurd wordt door de raad van bestuur van de O.F.F.A.

Art. 4. § 1. Binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de indiening door de onderneming van haar aanvraag tot erkenning, kent de verstrekker van alternerende opleidingen de erkenning toe na gecontroleerd te hebben of de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 2bis, § 2 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 nageleefd werden. De opleidingsverstrekker kan zich, in voorkomend geval, baseren op het advies van een sectorale coach gemachtigd door de betrokken sector(en) of van een sectoraal vertegenwoordiger.

De namen en de coördinaten van de sectorale coaches of van de sectorale vertegenwoordigers gemachtigd door een sector of sectoren worden gepubliceerd op de website van de O.F.F.A. en van het Bestuur voor de sector of de sectoren die zij vertegenwoordigen en van het grondgebied waarvoor ze bevoegd zijn.

Wanneer de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger op wie de aanvraag tot erkenning van een onderneming betrekking heeft, gemachtigd wordt door een sector of sectoren en erkend wordt door de minister, richt de opleidingsverstrekker stelselmatig de aanvraag tot erkenning aan hem binnen de acht dagen te rekenen vanaf de indiening ervan door de onderneming, en kent een voorlopige erkenning toe aan de onderneming die op eer verklaart aan de erkenningsvoorwaarden te voldoen.

De sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger meldt de ontvangst van de aanvraag die de opleidingsverstrekker tot hem richt, en dat binnen de acht dagen na ontvangst.

Binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de aanvraag van de verstrekker van alternerende opleidingen onderzoekt de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger de aanvraag tot erkenning van de onderneming en daartoe:

1° brengt hij een bezoek aan de onderneming in kwestie om te controleren of zij voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 2bis, § 2 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

2° ontmoet hij de verantwoordelijke van de onderneming of de persoon gemachtigd om de onderneming te vertegenwoordigen alsook de mentor die aangeduid werd om de toekomstige leerling(en) te begeleiden;

3° maakt hij tegelijkertijd aan de verstrekker van alternerende opleidingen en aan de O.F.F.A. zijn verslag over het bezoek over, alsook zijn advies en alle informatie die de verstrekker van alternerende opleidingen nodig heeft om de erkenning aan de onderneming toe te kennen, te bevestigen of in te trekken.

Indien het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger en dat van de verstrekker van alternerende opleidingen overeenstemt, brengt de verstrekker van alternerende opleidingen binnen de vijftien dagen na de ontvangst van dit advies de O.F.F.A. en de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger op de hoogte van de genomen beslissing, en dat tegelijkertijd met de onderneming.

§ 2. In het kader van zijn opdracht ter bevordering van het alternerend leren kan de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger op initiatief de aanvraag tot erkenning van een onderneming onderzoeken en aan de O.F.F.A. zijn advies met betrekking tot deze aanvraag tot erkenning meedelen. De erkenning wordt toegekend door de eerste verstrekker van alternerende opleidingen via dewelke een overeenkomst alternerend leren wordt afgesloten.

§ 3. Teneinde op initiatief of op vraag van een opleidingsverstrekker de aanvraag tot erkenning van een onderneming te onderzoeken, gebruiken de sectorale coach en de sectorale vertegenwoordiger een vragenlijst en een verslag van het bezoek waarvan de modellen door de O.F.F.A. werden bepaald.

§ 4. In het kader van de procedures bedoeld in de paragrafen 1 en 2, maakt de verstrekker van alternerende opleidingen, indien hij niet instemt met het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger, binnen de vijftien dagen na de ontvangst van dit advies, alle nuttige informatie in verband met de aanvraag tot erkenning ter beschikking over aan de commissie.

Binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de aanhangigmaking neemt de commissie een beslissing en meldt deze aan de O.F.F.A.

De O.F.F.A. betekent binnen de acht dagen na ontvangst van de beslissing de beslissingen van de commissie en de motieven waarop deze gebaseerd zijn, aan de ondernemingen en de verstrekkers van alternerende opleidingen in kwestie, en wijst, in voorkomend geval, in de aan de ondernemingen geadresseerde betekeningen, op de referenties van de verstrekkers van alternerende opleidingen die betrokken zijn bij de door de commissie behandelde dossiers.

In afwijking van paragraaf 1, 1ste lid kent de verstrekker, indien de erkenningsvoorwaarden van de onderneming niet binnen de dertig dagen na het indienen van de aanvraag tot erkenning door de onderneming gecontroleerd konden worden, een voorlopige erkenning aan de onderneming toe die op eer verklaart aan deze voorwaarden te voldoen, en beschikt over zestig extra dagen om een definitieve erkenning toe te kennen op basis van een controle van de naleving van deze voorwaarden via een bezoek ter plaatse.

In afwijking van paragraaf 1, 3de lid kan de opleidingsverstrekker, indien de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger niet binnen de dertig dagen na de overmaking, de aanvraag tot erkenning verstuurd door de verstrekker van alternerende opleidingen niet onderzocht heeft, voor de erkenningsprocedure de plaats innemen van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger.

Art. 5. § 1. De verstrekker van alternerende opleidingen kan, op basis van geobjectiveerde vaststellingen en na de vertegenwoordiger(s) van de onderneming te hebben gehoord, de erkenning van een onderneming opschorten of intrekken indien aan minstens één van de erkenningsvoorwaarden niet meer voldaan wordt of indien de onderneming niet meer permanent in staat is haar in de overeenkomst voor alternerend leren gepreciseerde verplichtingen na te komen.

Indien de onderneming in kwestie deel uitmaakt van een sector die een sectorale coach of een sectorale vertegenwoordiger gemachtigd heeft, worden deze laatste, indien zij erkend zijn door de minister, stelselmatig door de opleidingsverstrekker betrokken bij de procedure ter opschorting of intrekking van de erkenning.

De verstrekker van alternerende opleidingen brengt de O.F.F.A. en, in voorkomend geval, de sectorale coach en de sectorale vertegenwoordiger in kwestie op de hoogte van de genomen beslissing, en dat tegelijkertijd met de onderneming.

§ 2. De sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger kan zich, op initiatief of binnen een maximumtermijn van twintig dagen te rekenen vanaf de aanvraag van de verstrekker van alternerende opleidingen, naar een onderneming van een de sectoren die hem machtigden, trekken, en op basis van geobjectiveerde vaststellingen een advies tot opschorting van de erkenning of een advies tot intrekking van de erkenning overmaken aan de verstrekker(s) van alternerende opleidingen in kwestie, alsook aan de O.F.F.A., en dat, indien aan minstens één van de erkenningsvoorwaarden niet meer voldaan wordt of indien de onderneming niet meer permanent in staat is haar in de overeenkomst voor alternerend leren gepreciseerde verplichtingen na te komen.

Op basis van het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger en alle andere nuttige informatie beslist de verstrekker van alternerende opleidingen, na de vertegenwoordiger(s) van de onderneming te hebben gehoord, de erkenning ervan te behouden, op te schorten of in te trekken, afhankelijk van de ernst van de inbreuken. De sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger in kwestie neemt deel aan de zitting waarop de onderneming gehoord wordt.

Indien het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger en dat van de verstrekker van alternerende opleidingen overeenstemt, brengt de verstrekker van alternerende opleidingen de O.F.F.A. en de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger op de hoogte van de genomen beslissing, en dat tegelijkertijd met de onderneming.

Indien de aanvraag om de erkenning van een onderneming op te schorten of in te trekken geformuleerd wordt door een andere verstrekker van alternerende opleidingen die op hetzelfde moment samenwerkt, of op het punt staat te zullen samenwerken met de onderneming in kwestie, betreft de verstrekker van alternerende opleidingen de andere verstrekker van alternerende opleidingen in kwestie bij de procedure.

De verstrekker(s) van alternerende opleidingen kan/kunnen de erkenning niet opschorten voor een periode die honderdtachtig dagen overschrijdt. Na deze periode trekken de verstrekker(s) van alternerende opleidingen in kwestie, indien de onderneming niet voldaan heeft aan de in de beslissing tot opschorting bedoelde voorwaarden, de erkenning van de onderneming in en brengen deze laatste op de hoogte van de beslissing na de O.F.F.A. erover te hebben ingelicht en, in voorkomend geval, de sectorale coach of de sectorale vertegenwoordiger in kwestie.

§ 3. In het kader van de procedure bedoeld in de paragrafen 1 en 2, maken de verstrekker(s), indien de verstrekker van alternerende opleidingen niet instemt met het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger die gemachtigd werd door de sector in kwestie en erkend werd door de minister, of indien twee verstrekkers uiteenlopende adviezen hebben, binnen de vijftien dagen na de ontvangst van het advies van de sectorale coach of van de sectorale vertegenwoordiger of binnen de vijftien dagen na de formulering van de uiteenlopende adviezen, ter beslissing, alle nuttige informatie in verband met de aanvraag tot opschorting van de erkenning of tot intrekking van de erkenning over aan de commissie.

Binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de aanhangigmaking neemt de erkenningscommissie een beslissing en deelt deze mee aan de O.F.F.A. De commissie kan, om deze beslissing te nemen, beslissen de onderneming in kwestie opnieuw te horen.

De O.F.F.A. betekent de beslissingen van de commissie, en de motieven waarop deze gebaseerd zijn, aan de ondernemingen en de verstrekkers van alternerende opleidingen in kwestie, en wijzen, in voorkomend geval, in de aan de ondernemingen geadresseerde betekeningen op de referenties van de verstrekkers van alternerende opleidingen die betrokken zijn bij de door de commissie behandelde dossiers.

§ 4. Voor iedere hoorzitting worden de vertegenwoordiger(s) van de onderneming minstens twintig dagen voor de hoorzitting ingelicht over:

- 1° de datum van de hoorzitting en de redenen die eraan ten grondslag liggen;
- 2° de mogelijkheid dat de vertegenwoordiger(s) van de onderneming door een gemachtigde vertegenwoordiger worden;
- 3° de mogelijkheid om toegang te hebben tot het dossier in verband met deze hoorzitting.

De termijnen voorzien in de paragrafen 2 tot 4 kunnen gepreciseerd of gewijzigd worden door de O.F.F.A. in functie van de ernst van de vastgestelde inbreuken.

Indien de onderneming niet gehoord wil worden, kan zij schriftelijk haar middelen laten gelden ter attentie van de verstrekker van alternerende opleidingen in kwestie.

HOOFDSTUK 3. — *Certificering*

Art. 6. De leerling die slaagt voor zijn alternerende opleiding bij het I.F.A.P.M.E. of de S.F.P.M.E. verkrijgt, na de verwerving van de competenties bepaald in de niveaus a, b en c van zijn opleidingsplan, een opleidingscertificaat, een kwalificeringscertificaat CQ6 of CQ7, een certificaat voor bijzondere kwalificering, een gelijkwaardig document of een gelijkwaardig certificaat.

Met het oog op vereenvoudiging, automatisering en complementariteit tussen verstrekkers bepaalt de Regering van de Franse Gemeenschap, indien dit opleidingscertificaat, dit certificaat voor bijzondere kwalificering of dit gelijkwaardig document afgeleverd wordt op basis van een opleidingsprofiel dat werd opgesteld door de S.F.M.Q. of de C.C.P.Q, de nadere regels volgens dewelke deze documenten gelijkwaardig mogen worden verklaard aan het kwalificeringscertificaat van het secundair onderwijs met volledig leerplan vergezeld van een studiegetuigschrift van het 6de jaar beroepssecundair onderwijs.

De leerlingen die geen studiegetuigschrift van het 6de jaar beroepssecundair onderwijs kunnen valoriseren volgens de nadere regels bepaald in het 2de lid, zullen de testen kunnen afleggen die leiden tot het behalen van dit studiegetuigschrift via de jury van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 7. De in dit besluit bedoelde termijnen worden berekend in kalenderdagen. De dag van de handeling die de aanvang van de termijn vormt, is niet inbegrepen. De vervaldag wordt in de termijn meegerekend. Als de vervaldag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 8. Dit besluit wordt van kracht op 1 september 2016.

Art. 9. De minister bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 2017.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De minister-president,
F. LAANAN

De minister van Beroepsopleiding,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30624]

6 JUILLET 2017. — Arrêté n° 2015/1258 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêts publics de la Commission communautaire française

Vu l'article 87, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, l'article 22 ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêts publics de la Commission communautaire française tel que modifié par les arrêtés du 4 juillet 1996, du 23 avril 1998, du 25 octobre 2001, du 13 mars 2003, du 3 juin 2004, du 10 juin 2004 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 23 mai 2014 ;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 9 septembre 2015 ;

Vu l'accord du membre du Collège chargé de la Fonction publique donné le 17 septembre 2015 ;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 17 septembre 2015 ;

Vu le protocole 2015/34 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française, signé le 9 octobre 2015 ;

Vu l'avis 58.839/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 février 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Vu l'accord du Ministre fédéral de la Fonction publique, donné le 16 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Considérant la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public ;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 141, § 2 du chapitre I de la partie XVI de l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêts publics de la Commission communautaire française inséré par l'arrêté 2004/39 du 03/06/2004, est modifié de façon à ajouter un point 9 de la manière suivante :

« § 2. Sont applicables au personnel engagé sous contrat de travail et ce pour autant que ce régime soit plus favorable que celui prévu par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et les lois particulières, les dispositions de la présente partie relative :

1° au congé annuel de vacances et au congé pour jours fériés;

2° au congé de circonstances;

3° au congé pour raisons médicales ou humanitaires;

4° au congé pour participer au jury d'une cours d'assises;

5° au congé parental;

6° au congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle;

7° à l'accueil, aux dispenses et congés de formation;

8° au congé pour raison politique ;

9° à la semaine de quatre jours ».